



Israël n'est pas le seul à être jugé dans la procédure d'accusation de génocide de l'Afrique du Sud

Description

Les fondateurs d'Israël ont fièrement enraciné leur entreprise dans l'univers moral du colonialisme européen. Les crimes d'Israël font le procès de l'Occident libéral.

Par Tony Karon, le 8 janvier 2024



Je n'ai jamais été aussi fier de mon héritage de lutte contre l'apartheid que la semaine dernière, lorsque l'Afrique du Sud a porté plainte pour génocide contre Israël devant la Cour internationale de justice. Le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud considérait Israël comme une «me sur idéologique et un allié proche. Aujourd'hui, l'Afrique du Sud démocratique, libérée de la domination de la minorité blanche, honore son obligation morale, comme l'a souligné le défunt président Nelson Mandela, de ne pas se reposer tant que la Palestine ne sera pas libre. Il s'agissait également d'honorer la dette envers la société civile internationale qui s'était levée pour faire face aux puissances occidentales qui dorlotaient le régime de Botha dans les années 1980, déclarant que l'apartheid était un crime contre l'humanité et s'efforçant d'isoler Pretoria. L'Afrique du Sud libre a montré au monde qu'elle avait retenu la leçon de cette solidarité : Aucun de nous n'est libre tant que nous ne le sommes pas tous.

Les millions de personnes qui sont descendues dans les rues du monde entier pour exiger la fin de la campagne militaire génocidaire d'Israël reflètent la réalité : la majeure partie de la société civile mondiale, en particulier dans le Sud ou à partir du Sud, est aux côtés des Palestiniens. Pourtant, la plupart des gouvernements du monde (ceux qui ne sont pas directement complices de la criminalité d'Israël ou qui ne la soutiennent pas) n'ont pas agi. Il n'est pas

difficile de comprendre pourquoi. Israël exerce une violence génocidaire, bombarde et affame des civils et détruit délibérément leurs moyens de survie avec un sentiment d'impunité qui défie l'entendement au XXI^e siècle. Il agit en effet avec la certitude bien ancrée que les munitions américaines qu'il largue sur les mères et les enfants de Gaza continueront d'affluer, de même que la couverture politique qui bloque toute riposte internationale. L'une des règles de l'ordre international fondé sur des règles de Joe Biden exige une quiescence silencieuse face aux crimes de guerre commis par les États-Unis et leurs alliés les plus proches.

« Lorsque vous accusez Israël de génocide, vous ne pouvez pas éviter la réalité, même si elle n'est pas dite, que vous accusez également les États-Unis de complicité de génocide. »

L'arrogance avec laquelle Israël viole systématiquement le droit international et les normes humanitaires fondamentales découle de son ancrage dans un ordre colonial et néocolonial occidental qui justifie la violence épicure pour « pacifier » et asservir les peuples bruns et noirs de la planète aux besoins des colonisateurs. Israël est convaincu que sa justification de la violence « nécessaire » a de fendre la « civilisation » contre la « barbarie », et d'autres récits grotesquement ironiques résonnent dans la mémoire historique des capitales occidentales. La violence qu'Israël continue de déclencher aujourd'hui est celle qui a littéralement fait de l'Occident la force dominante du système international. Comme l'a noté Samuel P. Huntington, théoricien américain du « choc des civilisations »,

« L'Occident a conquis le monde non pas par la supériorité de ses idées, de ses valeurs ou de sa religion (laquelle peu de membres d'autres civilisations se sont convertis), mais plutôt par sa supériorité dans l'application de la violence organisée. Les Occidentaux oublient souvent ce fait ; les non-Occidentaux, eux, ne l'oublient jamais ».

Les non-Occidentaux ne l'oublient jamais. Il ne faut donc pas s'étonner si la plupart des non-Occidentaux voient dans la violence et l'humiliation qu'Israël fait aujourd'hui subir aux Palestiniens un écho de leur brutalisation et de leur humiliation historiques aux mains des puissances occidentales.

Le corollaire de l'argument de Huntington est que les moments de violence organisée lancés par les peuples non occidentaux contre les puissances européennes/occidentales ostensiblement invincibles ont parfois un effet d'inspiration dans le Sud global : [Pankaj Mishra a mis en lumière](#) l'impact de la défaite du Japon contre la Russie impériale en 1905 sur des intellectuels allant de Sun Yat-sen et Jawaharlal Nehru à Mustafa Kemal Atatürk et W.E.B. Dubois.

« Certains des nombreux nationalistes arabes, turcs, persans, vietnamiens et indonésiens qui se sont réjouis de la défaite de la Russie avaient des origines encore plus diverses. Mais ils partageaient tous une même expérience : celle d'avoir été subjugués par des Occidentaux qu'ils avaient longtemps considérés comme des parvenus, voire des barbares. Et tous ont tiré la même leçon de la victoire du Japon : Les hommes blancs, conquérants du monde, n'étaient plus invincibles ».

Un frisson d'inspiration similaire a été ressenti dans tout le Sud lorsque les révolutionnaires vietnamiens ont vaincu l'armée française à Dien Bien Phu et ont forcé les colonisateurs à partir. Et de nouveau lorsqu'ils ont vaincu les Américains qui avaient remplacé la France. Ou encore lorsque des révolutionnaires cubains barbus ont chassé un dictateur soutenu par les États-Unis et repoussé les efforts visant à restaurer l'ancien régime. Il convient également de rappeler que la résistance palestinienne est trouvée, symboliquement, au centre d'une culture de militantisme du tiers-monde dans les années 1970.



Leila Khaled est une figure emblématique dont l'image est aussi reconnaissable que celle de Che Guevara en Europe et aux Amériques sur les murs du Cap, ma ville natale.

La Palestine n'est pas un État c'est un peuple d'opprimés par l'impérialisme occidental, dont les revendications d'autodétermination ont été prises par les puissances occidentales et trahies ou abandonnées par la plupart des autocraties postcoloniales qui ont gouverné la région arabe, mais qui se bat irrésistiblement et contre vents et marées pour retrouver ses terres et ses droits.

Lorsque Nelson Mandela, libéré de prison en 1990, a été interrogé aux États-Unis sur ses relations avec Yasser Arafat et d'autres sommités de la lutte du tiers monde, il a [poliment mais fermement fait savoir](#) à l'établissement américain que « vos ennemis ne sont pas nos ennemis » et qu'il se tenait aux côtés de ceux qui avaient activement soutenu la lutte de libération de l'Afrique du Sud en précisant qu'il ne reconnaissait pas les États-Unis

dans cette cohorte.

Faire passer la solidarité du sentiment à l'action est bien sûr un défi délicat pour les pays du tiers-monde nouvellement indépendants lorsqu'il s'agit de s'arrimer aux États-Unis et à l'Europe. Le principal obstacle est la place centrale qu'occupent les marchés financiers mondiaux dans la gouvernance, au cœur du pouvoir occidental. L'économie mondiale grotesquement inégale enguêe par le pillage colonial violent de l'Occident, des inégalités fondées sur le vol violent, a été maintenue, après la décolonisation politique, sous la forme de relations de propriété privée codifiées, comme il s'agissait d'un ordre méritocratique fondé sur les prouesses entrepreneuriales de l'Occident. (Cela a donné aux États-Unis et à l'Europe un véritable droit de veto sur l'indépendance politique des anciennes colonies à voir l'historien britannique ghanéen [Kojo Koram pour un exposé puissant de ce processus](#)).

'Brilliantly arranged and rich with fresh insights' AKALA

UNCOMMON WEALTH



BRTAIN AND THE AFTERMATH OF EMPIRE KOJO KORAM

**'A radical, beautifully written
understanding of our history' OWEN JONES**

L'Amérique du Sud post-apartheid est-elle aussi retrouvée dans une position subordonnée au sein d'une économie mondiale et d'un système financier créés par et pour les puissances impériales, et dont les inégalités ont été accrues ? L'ère néolibérale. (Ce pouvoir est ouvertement exploité aujourd'hui encore, par exemple [en faisant pression sur l'Égypte pour qu'elle accepte des dizaines de milliers de réfugiés palestiniens](#) victimes du nettoyage ethnique de Gaza, en échange de l'annulation par les institutions financières internationales de 160 milliards de dollars de sa dette nationale paralysante).

Ces dernières années, l'Amérique du Sud a commencé à résister poliment aux exigences géopolitiques des États-Unis, dans l'esprit du « vos ennemis ne sont pas nos ennemis » de Mandela ? elle a notamment [refusé, de concert avec la plupart des pays du Sud, de se ranger du côté de l'OTAN dans la guerre en Ukraine](#). C'est peut-être un signe du déclin relatif de la puissance américaine et de l'indépendance économique croissante des puissances moyennes de l'alliance des BRICS. Néanmoins, les BRICS sont une alliance commerciale ; l'Amérique du Sud a pris la tête de ce qui semble apparente à un défi géopolitique lancé par le Sud aux États-Unis.

La résistance de Pretoria ? l'influence américaine a atteint un niveau qualitativement nouveau avec le procès devant la CIJ ? parce que lorsque vous accusez Israël de génocide, vous ne pouvez pas éviter la réalité, même si elle n'est pas dite, que vous accusez également les États-Unis de complicité de génocide. L'Amérique du Sud a pris l'initiative de rallier les pays du Sud pour qu'ils s'opposent à un ordre mondial dirigé par les États-Unis qui permet un génocide auquel Washington pourrait mettre fin s'il le souhaitait.

Israël a pulvérisé une grande partie de Gaza et continue de tuer des centaines de civils chaque jour ? et expose délibérément des centaines de milliers d'autres à une mort atroce due à la maladie ou à la faim. Mais il est clair qu'il [ne parvient pas à détruire les capacités de combat du Hamas](#). « Le scepticisme grandit quant à la capacité d'Israël à démanteler le Hamas », [prévoit le New York Times, qui a toujours encouragé Israël](#). Loin de marginaliser le Hamas, les actions menées par Israël depuis le 7 octobre ont rendu le [mouvement plus populaire que jamais parmi les Palestiniens](#) et d'autres personnes de la région arabe, tout en marginalisant davantage les dirigeants alignés sur Israël et les États-Unis.

Fadi Quran a récemment fait part de son point de vue sur [la manière dont les tactiques militaires choisies par Israël sont perçues par les Palestiniens](#). Alerte au scandale : elles produisent l'effet inverse de la « dissuasion » par la brutalité que l'armée israélienne a toujours prônée.

« Nous avons constaté un changement radical dans la perspective moyenne de l'armée israélienne dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Auparavant, elle était considérée comme une force intimidante et avancée avec laquelle il fallait compter, avec un niveau de supériorité qui ne pouvait pas être brisé », a critiqué Fadi. « Aujourd'hui, elle est perçue comme extrêmement faible et fragile. Plus précisément, la perspective actuelle est qu'il serait facilement vaincu s'il ne bénéficiait pas d'un soutien américain illimité ».

La dépendance d'Israël ? l'égard des bombardements aériens et du pilonnage des centres urbains, a-t-il dit, est « perçue comme la tactique la plus lâche d'une armée qui a peur de se battre face à face » avec une milice qui est dix fois moins nombreuse qu'elle, qui dispose de 1 % de ses ressources et qui est assiégée depuis dix-sept ans ». Les incursions

terrestres d'Israël se font à travers des chars fortifiés après des bombardements aériens et d'artillerie massifs, et pourtant elles ne parviennent pas à tenir efficacement un territoire.

Un simple coup d'œil aux médias israéliens, sans parler des vidéos de Gaza diffusées par le Hamas, montre que les opérations terrestres d'Israël ne se déroulent pas bien, qu'elles subissent des pertes importantes et qu'elles ne parviennent pas à éliminer la résistance.

Les tactiques d'Israël, bien sûr, reflètent également un héritage colonial d'achec brutal, qui déclenche la mémoire historique du Sud global. L'ampleur et la nature de la violence que les puissances occidentales sont prêtes à tolérer à l'encontre d'un peuple captif et colonisé à Gaza est également un rappel brutal aux anciens colonisés et à leurs descendants des comptes non réglés avec l'Occident impérial.

Israël établit même utilement des liens entre sa campagne et les traditions occidentales de violence à l'encontre des colonisés. Son recours à une puissance aérienne dévastatrice contre des centres de population civile surpeuplés a suscité des comparaisons avec les bombardements alliés de la Seconde Guerre mondiale sur Dresde, Hambourg et Tokyo à [une comparaison faite même par les dirigeants israéliens qui cherchent à justifier le carnage qu'ils ont déclenché](#). S'adressant aux puissances occidentales, leur discours est sans appel : « Vous avez fait pendant la Seconde Guerre mondiale, comment pouvez-vous remettre en question notre confiance dans une stratégie que vous avez vous-mêmes utilisée pour gagner une guerre ? »

Le projet colonial des colons s'appuie, pour sa justification interne et pour s'adresser à ses alliés, sur un récit qui le présente comme un avant-poste de l'Occident libéral dans un « quartier difficile », une « villa dans la jungle », comme l'a dit l'ancien premier ministre Ehud Barak. Cette image de soi permet de rejeter a priori de manière raciste les droits et les revendications des Palestiniens : je me souviens qu'en 2009, le *New York Times* avait [rapporté](#) que les Israéliens et leurs soutiens américains avaient été courroucés par le discours du président Barack Obama au Caire « parce qu'ils considéraient que ce discours élevait les Palestiniens au rang d'égaux ». Si M. Biden considérait que la vie des Palestiniens était égale à celle des Israéliens, il ne pouvait pas soutenir les campagnes militaires israéliennes qui massacrent les civils de Gaza. Bien entendu, [Obama s'est rapidement aligné sur les méthodes racistes de l'establishment américain](#), déclinant toutes les opportunités d'action pour honorer ce qui équivalait aux promesses vides qu'il avait faites au Caire.

L'establishment américain connaît bien le principe colonial de la « violence nécessaire » pour pacifier les adversaires autochtones, qu'il s'agisse des dizaines de milliers de victimes civiles considérées comme des « dommages collatéraux » en Afghanistan et en Irak au XXI^e siècle, ou des centaines de milliers d'Amérindiens qui ont payé le prix de l'expansion vers l'Ouest de la colonie américaine. Et c'est ces hypothèses profondément ancrées sur la nécessité d'une violence épique pour défendre et étendre un ordre mondial libéral que les Israéliens font appel.

Le mot en Israël

L'establishment libéral new-yorkais se sent [mal à l'aise face à l'idée qu'Israël est un projet de colonisation](#) et certains des plus [jeunes partisans d'Israël en Occident](#) tentent de se situer dans la vogue décolonisatrice en revendiquant faiblement l'« indigénat » des Juifs

ashkénazes à l'origine du projet sioniste. Mais le sionisme était un mouvement nationaliste fin de siècle presque entièrement européen, qui n'a eu qu'une résonance négligeable parmi les communautés juives du monde arabe et musulman au cours de son premier demi-siècle d'existence. En outre, les fondateurs du sionisme étaient explicites et fiers de [déclarer les fondements coloniaux de leur projet de construction d'un État juif en Palestine.](#)



Jabotinsky est le mentor idéologique de l'Israël moderne.

Selon Vladimir Ze'ev Jabotinsky, fondateur du mouvement sioniste révisionniste qui a été la force hégémonique de la politique israélienne pendant la plus grande partie des cinquante dernières années, la colonisation était synonyme de violence. Son influent pamphlet, [Le mur de fer](#), écrit en 1923, expose sans détour les aspirations coloniales du sionisme et la violence nécessaire pour les réaliser. L'objectif sioniste de coloniser la Palestine (selon ses termes) ne pouvait être atteint sans recourir à la force brute, car les populations autochtones ne cèdent jamais leurs terres sans se battre. Les Arabes de Palestine, écrit-il, « prouvent au moins le même amour instinctif et jaloux pour la Palestine que les anciens Aztèques pour l'ancien Mexique, et les Sioux pour leurs prairies vallonnées ».

« Toute population autochtone dans le monde résiste aux colonisateurs tant qu'elle a le moindre espoir de pouvoir se débarrasser du danger d'être colonisée. »

C'est ce que font les Arabes de Palestine et c'est ce qu'ils continueront à faire tant qu'il leur restera la moindre étincelle d'espoir de pouvoir empêcher la transformation de la « Palestine » en « Terre d'Israël ».

La résistance inévitable de la population indigène à la création d'un État pour les colons européens sur leur terre, selon Jabotinsky, a fait du colonialisme britannique le véhicule indispensable pour poursuivre l'objectif sioniste d'un État en Palestine, parce que la Grande-Bretagne a fourni le « mur de fer » militaire que les Palestiniens ne pouvaient pas franchir. « Nous cherchons à coloniser un pays contre la volonté de sa population, en d'autres termes, par la force. Tout ce qui est insupportable découle de cette racine avec une inévitabilité axiomatique ».

Pour Jabotinsky et ses héritiers, qui prennent les décisions d'Israël aujourd'hui il n'y a pas d'alternative à la simple vérité : la création et le maintien d'un État ethnique juif en Palestine est un projet violent et colonial, et son « mur de fer » nécessite un soutien considérable de la part des États-Unis.

Les dirigeants israéliens pourraient juste titre rappeler que la colonisation occidentale de l'Afrique, de l'Asie et des Amériques a été tout aussi brutalement raciste et violente que ce qu'Israël a déchaîné sur les Palestiniens depuis sa création. Mais le contexte mondial avait commencé à changer au moment de l'émergence d'Israël. À cet égard, il convient de noter les [observations du regrettable historien britannique Tony Judt sur la nature d'Israël dans son contexte](#) et sur les conséquences d'un retard d'Israël dans le jeu de la colonisation :

« En bref, le problème d'Israël n'est pas, comme on le suggère parfois, qu'il s'agisse d'une « enclave » européenne dans le monde arabe, mais plutôt qu'il est arrivé trop tard. Il a importé un projet séparatiste caractéristique de la fin du XIXe siècle dans un monde qui a évolué, un monde de droits individuels, de frontières ouvertes et de droit international. L'idée même d'un « État juif » ou un État dans lequel les Juifs et la religion juive jouissent de privilèges exclusifs dont les citoyens non juifs sont jamais exclus est ancrée dans un autre temps et un autre lieu. En bref, Israël est un anachronisme ».

[Le chroniqueur du Financial Times Adam Tooze](#) s'est récemment fait l'écho de cette perspective historique :

« Le sionisme doit être compris comme un produit de son époque, c'est-à-dire comme un projet de colonisation, typique de la pensée globale européenne de la fin du 19^{ème} et du début du 20^{ème} siècle. Ce qui le caractérise, c'est que les Israéliens sont le dernier groupe d'Européens (principalement) à s'engager dans l'arrogation massive de terres non européennes, justifiée dans leur mission par la théologie, la revendication d'une supériorité civilisationnelle et le nationalisme. Bien sûr, les accaparements de terres se poursuivent partout dans le monde, tout le temps. Mais, à l'heure actuelle, le projet israélien présente une cohérence unique et une absence totale d'excuses en tant qu'exemple de l'idéologie coloniale classique ».

En effet, il qualifie avec insistance d'antisémitisme toute initiative visant à dénier à Israël le droit de se comporter, dans un siècle post-colonial, comme l'ont fait ses prédécesseurs coloniaux occidentaux au 19^e et au début du 20^e siècle.

La question des bombardements est ici pertinente. L'utilisation de la puissance aérienne contre les centres de population civile a peut-être atteint son apogée pendant la Seconde Guerre mondiale, mais il s'agit d'une invention coloniale. L'historien Sven Lindqvist a noté dans son ouvrage profond et provocateur intitulé « *History of Bombing* » que le bombardement aérien des centres de population civile pendant la Seconde Guerre mondiale était une forme de guerre utilisée pour la première fois par les puissances occidentales pour réprimer la résistance dans leurs colonies.

C'est un pilote italien qui a été le premier à utiliser cette méthode en Libye et, deux ans plus tard, des pilotes espagnols l'ont utilisé au Maroc, dans les deux cas pour réprimer une rébellion anticoloniale. Lindqvist a déclaré à un journaliste : « Ma théorie est que « Bomber » Harris et d'autres grands maréchaux de l'air [dont les escadrons ont dévasté des villes allemandes pendant la Seconde Guerre mondiale] ont été formés au bombardement de civils grâce à leur expérience coloniale. Depuis 1919, la Grande-Bretagne bombarde des civils en Afghanistan, en Irak, en Palestine, en Égypte et en Afrique, au lieu d'utiliser l'infanterie et l'artillerie. »

Qu'ils le sachent ou non, les Israéliens aidés par les États-Unis et leurs alliés européens rappellent de nombreux habitants du monde anciennement colonisés comment

l'Occident a acquis sa primauté. « Les non-Occidentaux n'oublient jamais », selon Huntington. Et s'ils l'avaient oublié, Israël est là pour leur rappeler comment l'Occident libéral a créé la crise.

Mais le contexte, comme nous l'avons noté, a changé. Israël tente une stratégie de « pacification » coloniale classique à un moment où une nouvelle génération souhaite régler ses comptes avec l'Occident, en produisant les recettes de la violence et de l'esclavage coloniaux, et en exigeant la justice. Et exiger la justice pour la Palestine est devenu un raccourci reconnaissable pour cette lutte mondiale visant à remettre en question la manière dont le monde est gouverné.

Le moment Gaza et ce qu'il suscite ridiculisent les prétentions libérales de l'Occident et de ses institutions, révélant leur nature et leurs racines d'une manière qui exacerbe une crise à long terme.

Gaza a, en fait, mis à nu le cloaque moral mortel d'un système mondial post-guerre froide dirigé par les États-Unis : L'ordre international fondé sur des règles de Biden est un système hypocrite qui légitime la violence contre les Palestiniens colonisés, en dépit d'une rhétorique creuse occasionnelle alors que les armes qu'il continue de fournir déchiquettent les corps palestiniens. La violence génocidaire d'Israël est tout simplement intolérable pour le Sud, mais jugée nécessaire ou acceptable par les puissances occidentales. L'Afrique du Sud a décrié de défier non seulement les auteurs de cette violence, mais aussi le système mondial qui la rend possible.

Dans son moment de domination unipolaire de l'après-guerre froide, Washington a revendiqué et exigé l'acceptation mondiale de la contrainte monopolistique du dossier israélo-palestinien de la communauté internationale. Il va sans dire que cela a débouché sur un « processus de paix » dans lequel Israël a étendu et approfondi sans relâche son occupation d'apartheid, tandis que les responsables américains ont mis fin à toute discussion sur la limitation d'Israël avec les mots magiques de « solution à deux États ». Au lieu de changer de cap, l'administration Biden a doublé la mise, se montrant ainsi nue devant la communauté internationale comme la principale complice du génocide israélien.

L'affaire de la CIJ montre qu'un acteur émergent du Sud reconnaît qu'accepter l'hégémonie des États-Unis et ses conditions signifie accepter le massacre de dizaines de milliers de Palestiniens et le nettoyage ethnique de centaines de milliers d'autres.

Le manuel de jeu des États-Unis interdit des initiatives telles que la plainte déposée par l'Afrique du Sud auprès de la CIJ, tout comme il oppose systématiquement son veto à tout effort du Conseil de sécurité des Nations unies visant à limiter le génocide israélien. Ainsi, en prenant simplement l'initiative de demander des comptes à Israël, l'Afrique du Sud rompt le charme de l'hégémonie américaine qui paralyse une grande partie de la communauté mondiale et empêche de prendre des mesures pour demander des comptes aux génocidaires. Il s'agit d'un appel aux pays du Sud pour qu'ils s'affranchissent des limites imposées par Washington à l'engagement international s'ils veulent qu'Israël soit arrêté, ils ne peuvent pas compter sur son complice américain pour le faire ; ils devront agir en dépit des États-Unis, et même contre eux.

Le champ de bataille choisi peut être l'urgence cataclysmique de mettre fin aux crimes d'Israël, mais le procès concerne bien plus que la Palestine : il pourrait en fait être le signe avant-coureur d'un défit tectonique pour un monde global selon des règles qui légitiment ou aseptisent les crimes des élites américaines et de leurs alliés mondiaux.

Même s'ils ne sont pas cités comme défendeurs, le président Biden et le secrétaire d'État Blinken sont jugés au même titre que Netanyahu, Gantz et Galant. Restez à l'écoute.

Tony Karon est responsable éditorial chez AJ+.

Source : [Rootless Cosmopolitan](#)

Traduction ED pour l'Agence Média Palestine

date création
2024/01/08